

Situation Mensuelle de l'Etat



Juillet 2021



Synthèse.....	2
Faits marquants	2
Chiffres clés.....	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses.....	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme	7
Recettes	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé)	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours.....	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales.....	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dettes financières de l'Etat	17
Notes méthodologiques.....	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -166,637 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin juillet 2021 s'élève à -166,637 Md€ contre -156,058 Md€ à fin juillet 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (-10,579 Md€) s'explique par une

hausse des dépenses nettes de 29,183 Md€, une hausse des recettes nettes de 15,953 Md€ et une variation positive du solde des comptes spéciaux de 2,651 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 264,364 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,131 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,761 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,961 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 6,062 Md€, essentiellement au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » (4,531 Md€) et du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » (1,021 Md€) ;

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 5,603 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (5,568 Md€) ;

► **Mission Défense** : 4,731 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,990 Md€), du programme « Equipement des forces » (1,605 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (0,980 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin juillet 2021 s'élèvent à 264,364 Md€ contre 235,181 Md€ à fin juillet 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (+29,183 Md€) résulte essentiellement de la hausse des dépenses d'intervention pour 19,115 Md€ (essentiellement la mission « Plan de relance » pour 9,228 Md€, mission créée en LFI 2021 et la mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » pour 5,775 Md€, mission mise en œuvre à compter d'avril en

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,337 Md€, essentiellement au titre du programme « Handicap et dépendance » (1,220 Md€) et du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,053 Md€) ;

► **Mission Plan d'urgence face à la crise sanitaire** : 2,182 Md€, essentiellement au titre du programme « Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire » (2,018 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 2,080 Md€, notamment au titre du programme « Service public de l'énergie » (0,793 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,662 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,898 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,723 Md€) ;

► **Mission Plan de relance** : 1,249 Md€, montant réparti sur les divers programmes composant la mission.

2020), des dépenses de fonctionnement pour 3,963 Md€ (notamment la mission Aide publique au développement pour 1,425 Md€), des charges de la dettes de l'Etat pour 2,860 Md€ (hausse prévue en lois de finances), des dépenses d'investissement pour 1,462 Md€ (principalement la mission Défense pour 0,876 Md€) et des dépenses de personnel à hauteur de 1,236 Md€ (hausse prévue en lois de finances).

Recettes du budget général (nettes de R&D) : 115,856 Md€

Les principales recettes du mois

► **TVA nette** : 11,323 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 4,234 Md€, dont 1,894 Md€ de droits de mutation à titre gratuit et 1,436 Md€ d'autres taxes intérieures (dont 0,884 Md€ de TICFE et 0,551 Md€ de TICGN) ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 2,053 Md€, dont 0,832 Md€ de prélèvements de solidarité et 0,576 Md€ de retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes ;

► **TICPE nette** : 1,365 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,072 Md€ ;

► **IS net** : -1,416 Md€ (montant essentiellement lié à des R&D à hauteur de 3,504 Md€) ;

► **IR net** : -2,635 Md€ (montant lié à des R&D à hauteur de 10,515 Md€, essentiellement au titre de l'impôt sur les revenus perçu en 2020) ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -4,070 Md€, principalement au titre de la DGF (-2,009 Md€) et de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels (-0,782 Md€).



Recettes fiscales (nettes de R&D) : 144,106 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin juillet 2021 s'élevaient à 144,106 Md€ contre 122,773 Md€ à fin juillet 2020 à périmètre constant.

L'évolution s'élève à +21,333 Md€.

Les recettes d'IS net sont en baisse de 1,226 Md€ (essentiellement en raison d'une baisse d'IS brut de 1,153 Md€).

Des hausses sont constatées en recettes de TVA nette pour 12,218 Md€ (en raison d'une hausse de TVA brute de 9,742 Md€ et d'une baisse des R&D de 2,476 Md€), de TICPE nette pour 2,942 Md€

(essentiellement en raison d'une hausse de TICPE brute de 2,633 Md€), d'IR net pour 1,506 Md€ (essentiellement en raison d'une hausse de l'IR brut de 2,303 Md€) et en autres recettes fiscales nettes pour 5,892 Md€ (notamment du fait de l'augmentation des recettes brutes de « mutations à titre gratuit » et de « retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes »).

Recettes non fiscales : 8,188 Md€

Les recettes non fiscales à fin juillet 2021 s'élevaient à 8,188 Md€ contre 8,753 Md€ à fin juillet 2020 à

périmètre constant, soit une évolution de -0,565 Md€.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -40,159 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin juillet 2021 s'élevaient à -40,159 Md€ contre -36,350 Md€ à fin juillet 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (-3,809 Md€) s'explique par des

augmentations des prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales à hauteur de 3,176 Md€ et au profit de l'Union européenne à hauteur de 0,633 Md€ (hausse des prélèvements prévues en LFI).

Fonds de concours : 3,722 Md€

Les fonds de concours à fin juillet 2021 s'élevaient à 3,722 Md€ contre 4,727 Md€ à fin juillet 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (-1,005 Md€) s'explique notamment par les versements intervenus en 2020 dans le cadre de la crise sanitaire.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -18,129 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

►Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 9,209 Md€ et des recettes pour 5,196 Md€ (essentiellement au titre de reversements de TVA intervenant dans le cadre de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales et de la baisse des impôts de production, ainsi qu'au titre de la mensualisation de la taxe foncière) ;

►Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » présente des dépenses pour

5,749 Md€ (essentiellement au titre du paiement de la charge d'indexation du capital et des intérêts des OAT indexés sur l'inflation européenne) et des recettes pour 5,735 Md€ (essentiellement au titre d'abondements par le budget général) ;

►Le compte « **Participations financières de l'Etat** » affiche des dépenses pour 1,019 Md€ (essentiellement au titre de l'acquisition d'actions ORANO SA).

Le solde des comptes spéciaux à fin juillet 2021 s'élève à -18,129 Md€ contre -20,780 Md€ à fin juillet 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (+2,651 Md€) s'explique essentiellement par une amélioration du solde des comptes de concours financiers de 3,204 Md€ (dont 2,747 au titre du solde du compte « Avances aux collectivités territoriales », principalement en raison d'une augmentation des

recettes de CFE/IFER et de TF) et 1,111 Md€ au titre du compte « Prêts à des Etats étrangers », compensées par une baisse de 0,841 Md€ du compte « Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics » notamment en raison de versements d'avances remboursables destinées à soutenir les autorités organisatrices de la mobilité à la suite des conséquences de l'épidémie de la Covid-19).

Dette financière de l'Etat au 31 juillet : 2 135,577 Md€

La dette financière est en augmentation de 105,383 Md€ depuis le début de l'année 2021.

Les principaux flux nets concernent la hausse

des OAT pour 104,413 Md€ (émissions nettes de remboursement) et des BTF pour 1,309 Md€.



	Mois	Cumul à fin juillet		Renvoi Page	
	juillet	2021	2020 retraité		2020 exécuté
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-35 350	-166 637	-156 058	-151 036	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	40 119	264 364	235 181	231 666	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	9 733	115 856	99 903	111 617	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	-2 635	33 574	32 068	32 068	
- IS *	-1 416	14 591	15 817	15 817	
- TVA	11 323	56 188	43 970	63 341	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-4 964	-18 129	-20 780	-30 986	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	5 796	154 157			16
Dette financière de l'Etat	25 919	2 135 577			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin juillet		
	Juillet	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	994	994	994
Dépenses de personnel	11 140	78 913	77 677	77 723
Dépenses de fonctionnement	8 969	40 688	36 725	36 697
Charges de la dette de l'Etat	5 587	26 457	23 597	23 597
Dépenses d'investissement	1 873	10 292	8 830	8 840
Dépenses d'intervention	12 220	105 331	86 216	82 650
Dépenses d'opérations financières	330	1 689	1 142	1 165
Total des dépenses (nettes de R&D) (I)	40 119	264 364	235 181	231 666
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	14 030	144 106	122 773	135 709
Recettes non fiscales	523	8 188	8 753	8 813
Prélèvements sur recettes	-5 142	-40 159	-36 350	-37 632
Fonds de concours	323	3 722	4 727	4 727
Total des recettes (nettes de R&D) (II)	9 733	115 856	99 903	111 617
Total des recettes (nettes de R&D, hors prélèvements sur recettes)	14 875	156 015	136 253	149 249
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-30 386	-148 508	-135 278	-120 050
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-1 122	231	673	1 287
Solde des comptes de concours financiers	-3 877	-18 661	-21 865	-32 686
Solde des comptes de commerce	-14	277	419	419
Solde des comptes d'opérations monétaires	49	1 241	1 003	1 003
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-4 964	-18 129	-20 780	-30 986
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-35 350	-166 637	-156 058	-151 036



	Mois	Cumul à fin juillet		
	unité : million d'€. Juillet	2021	2020 retraité	2020 exécuté
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	11 140	78 913	77 677	77 723
Rémunérations d'activité	6 424	45 509	44 491	44 511
Cotisations et contributions sociales	4 652	32 951	32 748	32 775
Prestations sociales et allocations diverses	65	454	438	437
AUTRES TITRES	28 979	185 451	157 504	153 943
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	994	994	994
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	8 969	40 688	36 725	36 697
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 205	18 177	15 191	15 237
Subventions pour charges de service public	6 764	22 511	21 534	21 460
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	5 587	26 457	23 597	23 597
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	5 587	26 457	23 597	23 597
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 873	10 292	8 830	8 840
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 729	7 977	6 619	6 631
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	145	2 315	2 211	2 209
Titre 6 - Dépenses d'intervention	12 220	105 331	86 216	82 650
Transferts aux ménages	3 852	35 215	34 609	34 310
Transferts aux entreprises	4 723	47 762	32 138	28 907
Transferts aux collectivités territoriales	758	6 560	5 399	5 381
Transferts aux autres collectivités	2 862	15 709	14 052	14 034
Appels en garantie	25	85	19	19
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	330	1 689	1 142	1 165
Prêts et avances	0	182	219	242
Dotations en fonds propres	329	788	328	328
Dépenses de participations financières	0	719	595	595
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	40 119	264 364	235 181	231 666



	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2021		Cumul à fin juillet 2020
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	retraité
					CP consommés
unité : million d'€.					
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	298	145	1 848	1 524	1 542
Action de la France en Europe et dans le monde	110	89	1 000	902	886
Diplomatie culturelle et d'influence	164	36	633	423	427
Français à l'étranger et affaires consulaires	25	20	214	198	230
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	352	365	2 411	2 291	2 184
Administration territoriale de l'Etat	179	193	1 294	1 259	1 219
Vie politique, culturelle et associative	38	41	212	189	141
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	136	131	905	844	824
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	110	228	1 557	1 445	1 335
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	16	118	869	790	725
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	42	58	342	315	278
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	52	52	347	339	332
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	529	494	4 180	4 174	2 188
Aide économique et financière au développement	52	100	851	1 095	782
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement ⁽¹⁾	0	0	1 420	1 420	0
Solidarité à l'égard des pays en développement	477	394	1 909	1 659	1 405
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	7	27	1 630	1 558	1 612
Liens entre la Nation et son armée	2	6	21	15	11
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	4	21	1 527	1 460	1 514
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	83	83	86
COHESION DES TERRITOIRES	443	1 096	14 960	10 549	10 011
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	254	204	1 459	1 271	1 143
Aide à l'accès au logement	0	730	12 367	8 529	8 240
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	102	54	722	365	215
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	33	25	107	112	120
Interventions territoriales de l'Etat	7	4	29	30	22
Politique de la ville	47	78	278	241	271
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	53	54	427	418	401
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	34	34	258	250	236
Conseil économique, social et environnemental	1	1	42	42	41
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	18	126	125	124
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	528	566	2 483	1 935	1 706
Patrimoines	204	244	919	722	497
Création	79	154	713	531	540
Soutien aux politiques du ministère de la culture ⁽²⁾	60	60	426	409	331
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture ⁽¹⁾	185	107	425	272	338
DEFENSE	6 631	4 731	34 127	30 860	29 298
Environnement et prospective de la politique de défense	154	156	1 035	1 065	993
Préparation et emploi des forces	3 598	980	9 837	6 527	6 146
Soutien de la politique de la défense	1 899	1 990	13 400	13 383	13 037
Equiperment des forces	981	1 605	9 855	9 885	9 121
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	81	71	462	456	406
Coordination du travail gouvernemental	74	66	388	392	344
Protection des droits et libertés	5	5	68	64	62
Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022 ⁽¹⁾	2	0	6	0	0
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	531	2 080	19 844	14 771	12 304
Infrastructures et services de transports	197	579	5 729	4 763	2 649
Affaires maritimes	18	26	106	85	100
Paysages, eau et biodiversité	15	14	153	129	120
Expertise, information géographique et météorologie ⁽²⁾	9	149	431	429	434
Prévention des risques	27	37	723	427	481
Energie, climat et après-mines	49	230	2 133	1 541	1 908
Service public de l'énergie	0	793	8 470	5 297	4 768
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	196	234	1 733	1 735	1 757
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	19	19	365	365	87



	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2021		Cumul à fin juillet 2020 retraité
	AE	CP	AE	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés
unité : million d'€.					
ECONOMIE	105	256	1 499	1 529	1 744
Développement des entreprises et régulations	60	49	921	801	1 046
Plan "France Très haut débit"	0	150	0	150	120
Statistiques et études économiques	30	33	241	240	255
Stratégies économiques ⁽²⁾	15	24	337	338	323
Financement des opérations patrimoniales envisagées en 2021 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" ⁽⁴⁾	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	5 595	5 603	26 303	26 383	23 645
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	5 568	5 568	26 092	26 092	23 510
Appels en garantie de l'Etat	17	25	159	159	19
Epargne	10	10	52	52	36
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	80	80
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 975	6 131	45 610	45 402	44 101
Enseignement scolaire public du premier degré	1 961	1 961	13 761	13 760	13 412
Enseignement scolaire public du second degré	2 758	2 761	19 935	19 932	19 605
Vie de l'élève	386	447	4 483	4 457	4 106
Enseignement privé du premier et du second degrés	560	640	4 823	4 808	4 788
Soutien de la politique de l'éducation nationale	206	212	1 719	1 559	1 320
Enseignement technique agricole	104	111	890	885	870
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ⁽²⁾	801	827	5 892	5 774	5 769
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	612	622	4 416	4 343	4 353
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	64	81	566	533	523
Facilitation et sécurisation des échanges	126	125	910	897	893
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	247	192	1 072	922	1 009
Immigration et asile	226	175	860	734	812
Intégration et accès à la nationalité française	20	17	212	188	198
INVESTISSEMENTS D'AVENIR	-46	987	13 044	2 450	1 552
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	-160	210	297
Valorisation de la recherche	-50	0	-50	529	550
Accélération de la modernisation des entreprises	4	-73	4	595	655
Financement des investissements stratégiques ⁽¹⁾	0	750	10 000	750	0
Financement structurel des écosystèmes d'innovation ⁽¹⁾	0	310	3 250	366	50
JUSTICE	724	784	5 565	5 665	5 113
Justice judiciaire	266	283	2 340	2 177	2 021
Administration pénitentiaire	290	311	1 881	2 263	2 092
Protection judiciaire de la jeunesse	56	73	575	503	480
Accès au droit et à la justice	76	76	424	424	286
Conduite et pilotage de la politique de la justice	36	40	343	295	231
Conseil supérieur de la magistrature	0	1	2	3	2
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	46	70	440	366	435
Presse et médias	45	49	156	153	245
Livre et industries culturelles	1	21	284	212	190
OUTRE-MER	112	71	1 959	1 526	1 400
Emploi outre-mer	34	30	1 533	1 253	1 161
Conditions de vie outre-mer	79	41	426	272	239
PLAN DE RELANCE ⁽¹⁾	2 048	1 249	19 334	10 471	0
Écologie ⁽¹⁾	1 338	408	6 789	1 811	0
Compétitivité ⁽¹⁾	265	192	3 526	1 798	0
Cohésion ⁽¹⁾	445	650	9 019	6 863	0
PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE	2 137	2 182	25 901	25 953	19 294
Prise en charge du dispositif exceptionnel de chômage partiel à la suite de la crise sanitaire	128	128	2 218	2 218	13 715
Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	2 009	2 018	22 851	22 851	5 579
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire	0	0	622	622	0
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la Covid-19 ⁽¹⁾	0	36	210	262	0
POUVOIRS PUBLICS	0	0	994	994	994
Présidence de la République	0	0	105	105	105
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	12	12	13
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1



	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2021		Cumul à fin juillet 2020 retraité
	AE	CP	AE	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés
	unité : million d'€.				
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	248	6 062	27 068	21 058	20 838
Formations supérieures et recherche universitaire	69	4 531	13 362	11 411	11 252
Vie étudiante	13	111	2 578	1 851	1 754
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	49	1 021	7 061	4 519	4 388
Recherche spatiale	0	19	1 572	1 157	1 417
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	93	251	1 788	1 465	1 278
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	0	105	466	433	510
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	52
Recherche culturelle et culture scientifique ⁽³⁾	0	0	0	0	-30
Enseignement supérieur et recherche agricoles	23	24	241	223	218
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	35	503	5 583	3 998	4 062
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	35	343	3 780	2 690	2 712
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	67	742	540	550
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	94	1 062	768	801
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	440	187	3 299	2 593	2 361
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	439	185	3 171	2 450	2 217
Concours spécifiques et administration	2	2	128	143	144
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	20 929	20 926	87 257	87 269	87 680
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	20 606	20 604	83 139	83 150	84 837
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	323	323	4 119	4 119	2 843
SANTE	49	35	1 246	1 025	1 224
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	49	35	260	227	479
Protection maladie	0	0	986	797	745
SECURITES	1 621	1 662	12 457	12 115	11 721
Police nationale	876	898	6 438	6 353	6 218
Gendarmerie nationale	702	723	5 550	5 371	5 183
Sécurité et éducation routières	3	2	21	16	15
Sécurité civile	40	38	448	375	305
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	111	2 337	25 051	16 534	17 568
Inclusion sociale et protection des personnes	86	1 053	11 547	7 919	9 054
Handicap et dépendance	3	1 220	12 575	7 796	7 744
Egalité entre les femmes et les hommes	3	4	29	20	20
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales ⁽²⁾	18	59	901	800	750
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	76	157	1 337	852	748
Sport	56	49	476	379	273
Jeunesse et vie associative	20	108	522	324	431
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	339	149	44
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES ⁽²⁾	154	45	596	210	149
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	116	11	283	35	8
Fonds pour la transformation de l'action publique	15	26	112	70	24
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines	0	0	0	0	0
Innovation et transformation numériques ⁽²⁾	2	0	9	6	3
Fonction publique	22	7	191	98	114
TRAVAIL ET EMPLOI	997	923	11 194	8 565	8 468
Accès et retour à l'emploi	622	678	4 694	3 812	3 533
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	318	179	5 961	4 305	4 513
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	3	7	142	66	61
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	55	58	397	382	361
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	51 967	61 045	406 632	351 633	322 861
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	31 038	40 119	319 374	264 364	235 181

⁽¹⁾ Création en LFI 2021

⁽²⁾ Modification de libellé en LFI 2021

⁽³⁾ Suppression en LFI 2021

⁽⁴⁾ Création en LFR du 19/07/2021



	Mois	Cumul à fin juillet		
		2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.	Juillet			
Impôt sur le Revenu (A)	7 880	50 894	48 591	48 591
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	204	1 136	936	1 053
Impôt sur les sociétés (C)	2 110	36 936	38 094	38 034
Impôt sur les sociétés	2 088	36 054	37 207	37 207
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	22	604	827	827
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés ⁽¹⁾	0	279	60	0
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	2 053	13 130	9 605	7 438
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	86	663	478	478
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	576	3 068	1 981	1 981
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	610	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	97	411	375	375
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	3	73	149	149
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	2	3	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	2	13	7	7
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	15	81	81
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	11	57	44	44
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	16	184	185	185
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	1	0	0
Prélèvements de solidarité	832	4 391	3 682	3 682
Taxe sur les services numériques	1	221	83	83
Taxe d'habitation sur les résidences principales ⁽¹⁾	342	2 124	2 100	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat)	50	915	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	1	2	2
Recettes diverses	32	381	439	373
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 529	11 151	8 518	4 272
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	16 947	94 580	84 838	104 209
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	4 234	23 547	19 871	19 791
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	53	284	243	243
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	17	105	119	119
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	6	30	14	14



	Mois		Cumul à fin juillet	
	juillet	2021	2020 retraité	2020 exécuté
	unité : million d'€.			
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	440	2 205	1 284	1 284
Mutations à titre gratuit par décès	1 454	8 191	6 166	6 166
Contribution de sécurité immobilière	90	509	414	414
Autres conventions et actes civils	40	247	197	197
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	63	361	277	277
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	26	229	182	182
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	24	124	53	53
Timbre unique	16	134	98	98
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	61	361	318	318
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	1 436	6 585	6 618	6 618
Autres droits et recettes accessoires	0	3	3	3
Amendes et confiscations	4	25	16	16
Taxe générale sur les activités polluantes	4	38	316	316
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	3	21	25	25
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	0	11	97	97
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	10	10
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	5	30	29	29
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	17	21	21
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	560	575	575
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	25	24	24
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	197	1 415	977	977
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	42	118	189	189
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	46	207	118	118
Prélèvement sur les paris sportifs	77	523	251	251
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	7	61	60	60
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	77	717	894	894
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	47	408	285	205
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	34 956	231 375	210 453	223 389
TOTAL GENERAL (net de R&D)	14 030	144 106	122 773	135 709

(1) Création en LFI 2021



	Mois	Cumul à fin juillet		
		2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.	Juillet			
Dividendes et recettes assimilées (A)	20	3 101	3 584	3 644
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	1 803	3 395	3 395
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés ⁽¹⁾	0	0	26	86
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfices des établissements publics non financiers	20	607	163	163
Autres dividendes et recettes assimilées	0	690	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	28	534	839	839
Revenus du domaine public non militaire	18	120	112	112
Autres revenus du domaine public	0	2	2	2
Revenus du domaine privé	9	179	198	198
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	1	232	147	147
Païement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	380	380
Autres revenus du Domaine	0	1	1	1
Produits de la vente de biens et services (C)	333	1 237	676	676
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	45	197	166	166
Autres frais d'assiette et de recouvrement	96	614	502	502
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	3	3	3
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	2	1	1
Autres recettes diverses	190	420	4	4
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	16	274	129	129
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	4	22	29	29
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	1	24	24
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	1	1	1
Intérêts des autres prêts et avances	2	153	45	45
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	4	74	21	21
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	6	13	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	0	11	2	2



	Mois		Cumul à fin juillet	
	Juillet	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	59	953	2 833	2 833
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	5	356	293	293
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	3	151	61	61
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	6	3	3
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	48	381	2 422	2 422
Frais de poursuite	1	7	4	4
Frais de justice et d'instance	1	6	4	4
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	1	2	2
Divers (F)	67	2 088	692	692
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	3	261	191	191
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	4	17	48	48
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	7	3	3
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	3	4	4
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	5	4	4
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	4	3	3
Récupération d'indus	5	17	6	6
Recouvrements après admission en non-valeur	11	79	59	59
Divers versements de l'Union européenne	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	3	34	18	18
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	17	17	17
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	24	414	196	196
Produits divers	4	982	14	14
Autres produits divers	6	248	130	130
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	523	8 188	8 753	8 813

(1) Suppression en LFI 2021



	Mois		Cumul à fin juillet	
	Mois	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.	Juillet			
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-4 070	-25 484	-22 308	-23 590
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 009	-16 681	-16 623	-16 674
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-2	-3	-3
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	-9	-9
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-511	-2 313	-2 202	-2 202
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	187	-2 460	-279	-1 510
Dotations élu local	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	1	0
Dotations départementales d'équipement des collèges	-220	-276	-261	-261
Dotations régionales d'équipement scolaire	-409	-441	-424	-424
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-244	-1 693	-1 725	-1 725
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-43	-349	-265	-265
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	-2	-13	-2	-2
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-62	-98	-98
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotations de garantie des versements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-6	-265	-243	-243
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	-15	-46	-122	-122
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	-8	-53	-53	-53
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	0	-5	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	-2	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels ⁽¹⁾	-782	-823	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 072	-14 675	-14 042	-14 042
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-5 142	-40 159	-36 350	-37 632
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	294	3 453	4 565	4 565
Fonds de concours - coopération internationale	28	269	162	162
TOTAL FONDS DE CONCOURS	323	3 722	4 727	4 727



	Mois de juillet		Cumul à fin juillet												
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes						
			2021	2020 retraité	2020 exécuté	2021	2020 retraité	2020 exécuté	2021	2020 retraité	2020 exécuté				
unité : million d'€.															
Comptes d'affectation spéciale	6 557	5 435	39 914	37 739	41 272	40 146	38 412	42 560	231	673	1 287				
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	25	171	452	153	153	1 011	607	607	559	454	454				
Développement agricole et rural	26	4	54	65	65	115	116	116	60	51	51				
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	12	31	120	147	147	219	218	218	99	71	71				
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	43	14	201	239	239	189	157	157	-11	-82	-82				
Participation de la France au désendettement de la Grèce	88	0	209	0	0	133	84	84	-77	84	84				
Participations financières de l'Etat	1 019	9	4 180	3 000	3 000	2 896	1 727	1 727	-1 284	-1 272	-1 272				
Pensions	5 344	5 206	34 698	34 137	34 137	35 583	35 503	35 503	884	1 366	1 366				
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs ⁽¹⁾	0	0	0	0	1	0	0	71	0	0	70				
Transition énergétique ⁽²⁾	0	0	0	0	3 532	0	0	4 077	0	0	545				
Comptes de concours financiers	9 559	5 681	68 408	68 008	66 797	49 746	46 144	34 112	-18 661	-21 865	-32 686				
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0				
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	350	2 478	2 006	2 006	790	1 160	1 160	-1 687	-846	-846				
Avances à l'audiovisuel public	310	134	2 169	2 210	2 210	879	985	985	-1 290	-1 225	-1 225				
Avances aux collectivités territoriales	9 209	5 196	62 828	63 042	61 831	46 335	43 802	31 770	-16 493	-19 240	-30 061				
Prêts à des Etats étrangers	0	2	343	398	398	1 237	181	181	893	-218	-218				
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	40	0	589	352	352	506	16	16	-84	-336	-336				
Comptes de commerce	5 887	5 873	30 435	26 548	26 548	30 713	26 967	26 967	277	419	419				
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	74	5	399	309	309	406	555	555	7	247	247				
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	15	14	105	93	93	103	93	93	-3	1	1				
Couverture des risques financiers de l'Etat	2	2	1 879	978	978	1 879	978	978	0	0	0				
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	42	57	340	232	232	429	251	251	89	19	19				
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	5 749	5 735	27 412	24 701	24 701	27 413	24 701	24 701	1	0	0				
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	2	1	1	6	10	10	3	9	9				
Opérations commerciales des domaines	3	7	29	25	25	53	40	40	23	15	15				
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	3	2	15	12	12	18	11	11	2	0	0				
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0				
Soutien financier au commerce extérieur	0	51	253	197	197	407	327	327	154	130	130				
Comptes d'opérations monétaires	39	88	576	1 270	1 270	1 817	2 273	2 273	1 241	1 003	1 003				
Emission des monnaies métalliques	0	55	60	66	66	95	54	54	35	-12	-12				
Opérations avec le Fonds Monétaire International	29	29	500	1 201	1 201	1 717	2 211	2 211	1 217	1 010	1 010				
Pertes et bénéfices de change	10	4	16	3	3	5	8	8	-11	5	5				
TOTAL COMPTES SPECIAUX	22 041	17 077	139 334	133 565	135 887	122 422	113 795	105 911	-16 912	-19 770	-29 976				
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	22 012	17 048	138 834	132 364	134 686	120 705	111 584	103 700	-18 129	-20 780	-30 986				

⁽¹⁾ Suppression en LFI 2021

⁽²⁾ Suppression en LFI 2020 à compter de 2021



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2020	Flux nets de l'année	Solde à fin juillet 2021
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		193	-85	108
	Organismes à caractère financier	Caisse des Dépôts et Consignations	10	7	17
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	513	-51	463
		Total organismes à caractère financier	717	-129	589
		Régions	4 531	60	4 591
	CEPL	Départements	8 247	1 410	9 656
		Communes	26 806	951	27 758
		HLM	137	-81	56
		Autres	27 904	2 240	30 145
		Total CEPL	67 626	4 579	72 206
		Etablissements publics de santé	7 642	-47	7 594
		Etablissements publics nationaux à caractère administratif	29 216	-10 214	19 002
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	16 351	3 609	19 960
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	4 284	3 315	7 600
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 726	528	2 254
		Total établissements publics nationaux	51 577	-2 761	48 816
		Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	15 224	-5 595	9 629
		Union européenne	2 145	-843	1 303
		Fonds et Fondations	58	1	59
		GIP	964	353	1 317
		EPLÉ	2 510	1 074	3 584
	Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	Autres correspondants	7 684	1 325	9 009
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	48	-48	0	
	Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	11 263	2 705	13 969	
	Total Dépôts de fonds du Trésor	156 195	-2 090	154 105	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme		35	17	52
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme		0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme		0	0	0
	Total Comptes à terme		35	17	52
Total Passif (A)			156 230	-2 072	154 157
Créances résultant des placements des deniers pupillaires			0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor			0	0	0
Total Actif (B)			0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)			156 229	-2 072	154 157



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2020	Flux nets de l'année	Solde à fin juillet 2021
Titres négociables (A)	2 000 986	105 722	2 106 708
Titres négociables à moyen et long terme	1 839 378	104 413	1 943 791
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 839 378	104 413	1 943 791
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 619 368	103 330	1 722 698
- <i>taux variable</i>	199 932	1 496	201 428
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	161 608	1 309	162 917
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	161 608	1 309	162 917
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	29 208	-339	28 869
TOTAL (A+B+C)	2 030 194	105 383	2 135 577



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2020 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2020 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2021.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dettes financières de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrevements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat: ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.